

Informations du Guatemala

3^e année, n° 140

Du 6 au 12 Septembre 1985

POLITIQUE

Mouvement populaire : chronologie
Le consensus contre Mejia Victores n'est pas atteint
Scissions au sein de l'armée
Trois tentatives de coup d'Etat
L'Administration Reagan appuie le régime
On ne peut offrir que la pauvreté
Les augmentations salariales ne provoquent pas d'inflation

ECONOMIE

Les exportations diminuent
Nouveaux impôts requis

INSURRECTION

Occupation de villages à l'ouest
Occupation de campements
Nouveaux affrontements

DROITS DE L'HOMME

Des parlementaires britanniques en appellent au régime
Violence physique et psychologique
La terreur croît à El Peten
Enlèvement d'une infirmière
D'autres disparitions

MOUVEMENT POPULAIRE

En dépit de l'occupation militaire, de fait, de la capitale par l'armée depuis le 4 septembre, et l'utilisation croissante de la répression aux fins de mettre un terme aux journées populaires de protestation qui ont eu lieu la semaine antérieure, les manifestations et les exigences revendicatrices ne se sont pas tues.

5 septembre

- Le régime suspend temporairement les activités scolaires pour éviter la participation estudiantine aux manifestations populaires. De même, il propose d'étudier la possibilité de prendre des ajustements salariaux et de geler les prix (déjà fort élevés) des différents produits de première nécessité qui composent le panier de la ménagère. A l'annonce de telles dispositions, le Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores avertit également la population que les forces de sécurité prendront des mesures strictes contre les manifestants et menace la presse de censurer l'information si elle "continue à interpréter de façon tendencieuse" les versions officielles.

- Les habitants des citées de El Milagro, Bethania, Carolingia, San Francisco, Belem, Jocotales, Atlantida, Primero de Julio, Montserrat, dans les régions avoisinant la capitale, ont signalé que les forces de sécurité gouvernementales avaient, au cours des protestations pacifiques organisées la veille, violé des domiciles, lancé des bombes lacrymogènes à l'intérieur de plusieurs maisons, frappé des habitants et procédé à des arrestations massives.

- Ces mêmes personnes signalent que de nombreux enfants ont été victimes d'intoxication et que les blessés avaient besoin de soins médicaux. Cependant les soldats interdisaient l'accès aux postes de secours. 4 civils ont ainsi trouvé la mort pour la seule citée de Primero de Julio.

En dépit des dispositions gouvernementales visant à déroger à l'augmentation prévue du transport urbain, les manifestations de désaccord se sont poursuivies. C'est ce qu'ont déclaré les secteurs populaires, estudiantins et ouvriers qui, en outre exige la libération des détenus au cours des manifestations, la baisse des prix pour des biens de première nécessité, une augmentation salariale et la fin des actions de répression contre la population.

6 septembre

- Le Recteur de l'Université Nationale de San Carlos à Guatemala, Eduardo Meyer, fait savoir que durant l'occupation de ce centre d'étude, l'armée a fouillé toutes les installations provoquant de la sorte la perte irrémédiable de documents, divers dommages aux équipements techniques et constructions. Le tout pour une valeur de plus d'un million et demi de dollars.

D'autre part, il a déclaré, que les troupes ont emporté des archives relatives aux étudiants et au personnel. C'est pourquoi, selon lui, nous "pouvons accuser l'armée" de nouveaux actes répressifs à l'encontre des secteurs universitaires.

Les soldats ont dû quitter le campus en début d'après-midi, face à une opposition massive qui s'est lancée à l'assaut du centre d'enseignement.

Diverses manifestations ont été observées dans la capitale. Dans les marchés du centre, dans la zone 4 et à Divina Providencia, les habitants ont manifesté de façon pacifique jusqu'à l'arrivée des soldats et des policiers qui ont dissout les groupes par la force.

A quetzaltenango, la deuxième ville du pays, quelques 2 000 étudiants universitaires et d'enseignement secondaire et 1 000 personnes ont organisé une manifestation pacifique pour protester contre la cherté de la vie et l'occupation de l'Université nationale.

Répondant à de semblables motifs, quelques 1 000 personnes se sont réunies dans le parc central de la ville de Mazatenango, située dans le département de Suchitepequez.

On pouvait lire dans un encart publié dans la presse, un message du Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, composé des parents des personnes disparues et détenues, en faveur des mouvements de manifestation populaires qui sont qualifiés de justes et nécessaires et définis comme une réponse apportée à la grave situation économique que traverse le pays et qui affecte la population.

A 14.00 heures, divers membres du GAM ont organisé une manifestation dans la capitale qui s'est achevée aux portes de la Cour Suprême de Justice. Selon une commission du GAM qui s'est entretenue avec le Président de l'entité judiciaire, une grande partie des arrestations effectuées au cours des jours précédents ont pour cause le fait que ces personnes exigeaient des droits légitimes.

7 septembre

- L'Association Nationale des Travailleurs de l'Education des Adultes a émis un communiqué où elle demande au gouvernement d'appliquer la loi de protection des consommateurs afin d'éviter la spéculation continuelle des prix des denrées de base.

- Le gouvernement, par le biais de messages diffusés sur le réseau national de radio et télévision, lance un avertissement à la population pour qu'elle s'abstienne de prendre part aux manifestations publiques.

- Les manifestations organisées par quelques fédérations syndicales et l'Association d'Etudiants Universitaires ont été supprimées, vu les menaces proférées par l'armée et la police nationale. Des véhicules blindés, des jeeps et des hélicoptères munis de pièces d'artillerie patrouillent et survolent la capitale.

8 septembre

- Selon un communiqué signé par l'Archevêque de la métropole, Prospero Penados del Barrio, l'Eglise catholique se joint aux demandes générales d'augmentations salariales et de diminution des prix pour les biens de première nécessité.

"Le Guatemala connaît une situation de sous-développement économique et social" souligne le communiqué émanant de l'Eglise. Il exige en outre du gouvernement, le gel des prix après une baisse de ces derniers et un contrôle adéquat pour éviter les abus. La spéculation et l'appropriation sont qualifiées de "péchés".

- Les professeurs du département de Quetzaltenango, situé à l'ouest du pays, sont d'accord pour stopper toute activité jusqu'à ce que le gouvernement leur octroie une augmentation salariale de 200 % et qu'il remette en liberté les personnes arrêtées dans la capitale au cours des journées de protestation précédentes.

9 septembre

- Selon des rapports récents du Ministère de l'Economie, le coût de la vie s'est élevé de 300 % au cours des 8 derniers mois. C'est ce qui aurait poussé les travailleurs du secteur public à rejeter l'offre d'augmentation salariale de 15 % faite par le gouvernement.

- Les travailleurs de l'entreprise municipale de l'eau, de l'entreprise d'électricité, du Ministère des Finances Publiques, de l'organisme judiciaire, de la Banque de Guatemala, des postes et des communications et de l'Institut Guatémaltèque de Sécurité Sociale ont entamé des grèves partielles sur les lieux de leur travail et menacent de passer à une grève complète si leurs revendications en matière d'augmentation salariale ne trouvent pas d'écho.

- Les enseignants de la capitale ont manifesté dans les rues et préconisent des arrêts de travail pour exiger une hausse des salaires et pour se montrer solidaire des enseignants de Quetzaltenango. Les enseignants de Retalhuleu, Suchitepequez, Escuintla, Chiquimula, Zacapa et Jalapa se sont joints à ces arrêts de travail, ce qui a pour effet d'étendre la grève du corps professoral à l'ensemble du pays.

- La Confédération de l'Unité Syndicale, l'Union Syndicale des Travailleurs du Guatemala et la Fédération Syndicale des Employés de Banque et d'Assurances de Guatemala, des entités qui regroupent des travailleurs du secteur privé ont fait savoir qu'ils se mettraient en grève si les salaires n'augmentaient pas immédiatement.

LE CONSENSUS CONTRE MEJIA VICTORES N'EST PAS ATTEINT

Le 6 septembre, l'Assemblée Nationale Constituyente n'obtenait pas la démission du Chef de l'Etat, étant donné qu'elle s'est contentée de demander au Général Oscar Mejia Victores qu'il satisfasse "les exigences du peuple".

Alors que le député German Scheel Montes demandait à cet organisme de proposer une junte gouvernementale civile et militaire en lieu et place de l'actuel Chef d'Etat ; le Président en fonction de ladite Assemblée, Hector Aragón Quinonez, d'obédience extrême-droite, quant à lui, a précisé que le sujet n'avait même pas été abordé. Certains députés constituants ont reconnu avoir été soumis à des pressions de la part de l'Armée.

SCISSIONS AU SEIN DE L'ARMEE

Des sources émanant de l'armée et citées, le 6 septembre, par l'Agence Française de Presse -AFP- soulignaient que la détérioration de la situation politique et sociale avait amené des scissions au sein de l'Armée et que l'on n'écarterait pas la possibilité de changements à l'échelon du pouvoir si la situation devait s'aggraver davantage.

L'AFP, qui cite des sources militaires, indique qu'il existe dans les forces armées des clivages entre les partisans de la position "main de fer" qui a prévalu jusqu'à présent et une vue plus modérée qui préconise le recours à d'autres mesures.

TROIS TENTATIVES DE COUP D'ETAT

Le 7 septembre, le député de la Constituante, Jorge Skinner Klee, déclarait qu'il y aurait, pour le moins, eu trois tentatives de coup d'Etat dans la coupole militaire au cours des derniers jours du mois d'août et de début septembre, comme conséquence directe des manifestations populaires d'opposition.

Skinner a précisé que les secteurs publics souffraient "des pressions de militaires qui n'étaient nullement désireux d'abandonner le pouvoir".

L'ADMINISTRATION REAGAN APPUIE LE REGIME

D'après un message du Département d'Etat des Etats-Unis au gouvernement guatémaltèque, rendu public le 8 septembre, l'Administration Reagan, au vu de la stabilité précaire du régime guatémaltèque à la suite des "récents remous survenus dans la ville de Guatemala et la possibilité que ces derniers puissent mener à une interruption dans le processus électoral", réaffirme son appui au Général Oscar Mejia Victores et précise "qu'aucun motif" ne doit empêcher la tenue des prochaines élections.

"Nous soutenons fermement les efforts accomplis par le gouvernement guatémaltèque aux fins de freiner les graves problèmes économiques et sociaux qui minent le pays" signale le document qui semble vouloir décourager toute nouvelle tentative putschiste.

ON NE PEUT OFFRIR QUE LA PAUVRETE

Le 5 septembre, le Président de la Banque de Guatemala, Oscar Alvarez Marroquin, déclarait, en faisant allusion aux offres d'augmentation salariale pour les travailleurs, "qu'en ce moment, on ne peut offrir que davantage de pauvreté à la population".

D'après ce fonctionnaire, l'émission monétaire sans couverture atteindra, l'année prochaine, les 1 500 millions de quetzales, étant donné que les déficits budgétaires ne feraient que croître si l'on décidait de maintenir les subventions accordées au secteur privé et d'augmenter les salaires, provoquant à son tour, une poussée inflationniste jusqu'à des niveaux jamais atteints dans l'histoire du pays.

LES AUGMENTATIONS SALARIALES NE PROVOQUENT PAS D'INFLATION

Le 8 septembre, l'économiste Jorge Gonzalez del Valle, Directeur du Centre des Etudes Monétaires Latino-Américaines -CEMLA- mettait en exergue que c'est "faire preuve d'ignorance que d'affirmer que la situation économique nationale pourrait s'aggraver par le simple fait d'augmenter les salaires". Ce disant, il faisait allusion au refus de la part du gouvernement et du secteur privé d'augmenter les salaires en arguant que cette hausse raviverait la spirale inflationniste.

Selon Gonzalez, ces deux secteurs ne mentionnent l'inflation que lorsqu'il s'agit de hausse salariale mais se taisent sur les effets inflationnistes de la montée des prix.

ECONOMIE

LES EXPORTATIONS DIMINUENT

Le 5 septembre, le Président de la Banque Centrale de Guatemala, Oscar Alvarez Marroquin, signalait que le montant des exportations guatémaltèques avait diminué pour se situer en deça du niveau obtenu en 1977.

Selon ce fonctionnaire, le service de la dette publique extérieure absorbera en 1985 quelques 438 millions de dollars (plus de 40 % du budget national) et, il a

ajouté qu'en 1986, le service s'élèvera à quelques 570 millions.

NOUVEAUX IMPOTS REQUIS

Dans un document remis à la Préfecture d'Etat, la Banque Centrale du Guatemala stipule qu'il faudrait lever un impôt de 40 % sur l'exportation et décréter des ajustements et des hausses dans les prix des combustibles et les tarifs des services publics ainsi qu'élaborer de nouvelles mesures fiscales pour réduire le déficit budgétaire. Ces informations ont été diffusées par les milieux de presse, le 8 septembre.

Lesdites mesures, si l'on suit les critères de la Banque Centrale, devraient être prises et appliquées sur le champ si l'on veut remédier à la crise économique qui sévit dans le pays.

INSURRECTION

OCCUPATION DE VILLAGES A L'OUEST

Le 31 août, les forces insurrectionnelles occupaient les bourgades suivantes : El Rodeo, Canoa de Piedra, San Sebastian, Sechil et Chuapabeque, dans le département occidental de San Marcos. L'Organisation du Peuple en Armes, ORPA qui, le 6 septembre diffusait cette information, précisait en outre que les insurgés avaient organisé des réunions politiques avec les populations locales.

Ainsi quelques 200 insurgés de l'ORPA ont occupé la bourgade de El Naranjo, située également à San Marcos, apprenait-on le trois septembre, le journal parlé Aquí el Mundo.

OCCUPATION DE CAMPEMENTS

Le 8 septembre; les FAR, Forces Armées Rebelles signalaient que 4 campements de Caminos avaient été occupés politiquement et militairement, le 31 août, par des commandos de guérilleros dans le département septentrional de El Peten. Dans un de ces campements, La Vaquita, les insurgés ont capturé plusieurs déprédateurs de bijoux archéologiques mayas, qui existent dans la région, et leur ont expliqué que la guérilla punit tout type de délit contre le patrimoine culturel du Guatemala.

NOUVEAUX AFFRONTEMENTS

Le 10 septembre, l'ORPA faisait savoir que des unités de guérilleros avaient détecté et tendu une embuscade à une patrouille de l'armée sur les montagnes de la Municipalité de Esquipulas Palo Gordo, à San Marcos, occasionnant pour le moins 10 pertes au sein des soldats.

Le journal parlé, Aquí el Mundo du 10 septembre, mentionnait que la veille, un affrontement armé s'était produit entre l'armée et l'insurrection dans la propriété El Socorro, dans la Municipalité de Acatenango, département de Chimaltenango, au cours duquel 10 soldats ont trouvé la mort.

DROITS DE L'HOMME

LES PARLEMENTAIRES BRITANNIQUES EN APPELLENT AU REGIME

Selon une publication de presse, circulant le 6 septembre à Guatemala et, signée par des parlementaires des partis Libéral, Conservateur et Traavailliste, le Parlement britannique en appelle au gouvernement guatémaltèque pour que ce dernier fournisse des preuves de respect des Droits de l'Homme, en garantissant une "enquête publique libre et indépendante" sur les milliers de disparus et détenus dans le pays ainsi qu'en poursuivant en justice les responsables de telles actions illégales.

Les parlementaires déplorent les critiques et les menaces énoncées par le gouvernement à l'encontre du GAM.

VIOLENCE PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE

Le 9 septembre, l'Archevêque métropolitain, Prospero Penados del Barrio, au sommet de la hiérarchie catholique guatémaltèque, admonestait que "la violence physique et psychologique constituaient une violation des Droits de l'Homme au Guatemala,

particulièrement cruelle".

Le prélat de poursuivre, que "la violence écrase les personnes, elle vole, elle incendie, elle enlève, torture et assassine".

Au Guatemala, on accuse les forces de sécurité et plus particulièrement l'armée d'être les responsables des violations des garanties individuelles de l'homme.

LA TERREUR CROIT A EL PETEN

Le 8 septembre, des paysans de la région de El Peten signalaient que ce département septentrional vivait dans la crainte d'une escalade de terreur, depuis qu'un des principaux hommes forts du régime actuel, le Colonel Pablo Nuila Hub, avait pris le commandement de la Préfecture de la base militaire de Poptun, situé dans ledit département.

Selon les dénonciations, les lieux de prédilection de la violence militaire sont les bourgades de El Tamarindo, Las Onzas, Santa Rosa, Tucan, El Pato et La Linterna, précisément situés aux alentours de la base militaire de Poptun.

ENLEVEMENT D'UNE INFIRMIERE

Des témoins et des proches ont dénoncé l'enlèvement de l'infirmière Rita Josefina Pineda de Aldana, perpétré par les forces de sécurité gouvernementales, le 5 septembre, devant les bureaux de l'émigration, au centre de la ville, où elle s'était rendue munie d'une convocation officielle relative aux démarches à entreprendre pour obtenir un passeport.

L'infirmière a été capturée en plein jour par des hommes armés qui l'ont emmené vers une destination inconnue, au bord d'une voiture ressemblant à celle qu'utilise une section de l'armée, les services secrets G-2.

D'AUTRES DISPARITIONS

Le 6 août, Hector Rolando Velasquez Duarte était enlevé, en présence de témoins, par des soldats, au cours d'une des manifestations organisées en ce jour. Ses proches ont fait savoir qu'il ne se trouvait dans aucun centre de détention, ni dans un hôpital ni mis à la disposition du tribunal. Ils accusent l'armée d'être responsable de la vie et de l'intégrité physique du détenu-disparu.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX